

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 16 (1990)

Heft: 3

Artikel: Polarisation sociale et risque : réflexion autour des thèmes risque,
sécurité et ennui

Autor: Willener, Alfred

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814248>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 03.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

POLARISATION SOCIALE ET RISQUE

Réflexion autour des thèmes risque, sécurité et ennui

Alfred Willener

Je ne vais pas me confondre en de longues précautions oratoires, mais il faut que je précise d'emblée que je n'ai jamais encore traité des thèmes de ce colloque auparavant. Je ne peux aujourd'hui qu'esquisser préliminairement une approche transversale qu'il faudrait bien sûr pratiquer plus longuement, plus empiriquement et plus systématiquement.

1. Risque et ennui

Quand on m'a proposé d'intervenir dans ce colloque j'ai repensé à l'adage situationniste: Nous ne voulons pas d'un monde dans lequel la garantie de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui. Cette phrase de Raoul Vaneigem, le photographe Luc Chessex l'avait mise en exergue dans un livre de photos sur la Suisse. On pourrait le résumer en disant 'ennui du risque, risque d'ennui' – nous sommes familiers de ce genre d'inversion depuis «philosophie de la misère, misère de la philosophie». Ces phrases-formules irritent, mais stimulent. Leur intérêt réside notamment dans le fait qu'elles nous confrontent avec une face habituellement cachée du problème.

Après dix ans d'absence de Suisse, rentrant de Cuba, Luc Chessex avait surtout été frappé de ce qu'il a appelé «le caractère photographique de la Suisse». Rien, dit-il, n'a changé. La réalité suisse, propre en ordre (selon l'expression vaudoise), lui parut caractérisée par la non-vie, la tendance à l'absence de relations sociales, la présence froide des objets, des immeubles, des rues. Son portefeuille de photos montre l'omni-présence des banques, des institutions d'épargne-sécurité, de l'armée qui nous protège, des manifestations de jeunes contre tout cela, mais qui sont si marginales et font néanmoins très peur, des mannequins en papier-mâché dans les vitrines des magasins – tout cela: des monuments de réification et qui nous ressemblent trop; puis encore, une affiche électorale qui présente aux électeurs un candidat au Conseil d'Etat sous le titre «un homme neuf» et il a l'air ... si peu neuf, des appareils en métal

avec micro et haut-parleur dont un s'appelle Police-secours, et l'autre Guide touristique (pas d'humains, rien qu'un contact médiatisé). Y a-t-il de la solidarité? On peut s'assurer individuellement auprès de compagnies d'assurance qui se réassurent auprès d'autres sociétés d'assurance. Enfin, Chessex présente une photo d'une enseigne de Compagnie d'assurance au beau nom d'Union: c'est une société de réassurance.

On est en plein dans le sujet de ce colloque. Je termine ce rappel de quelques thèmes réunis par Chessex en citant sa lettre à l'éditeur de ses photographies: «ces photographies», écrit-il, «produisent en moi un malaise, elles me confirment dans une certitude que j'ai longtemps voulu oublier et qui est que nous sommes un peuple morose.»

Ce que je viens de dire à propos de et avec Luc Chessex, c'est une première esquisse d'un climat ou d'un caractère national et je n'ignore pas le statut mystificateur de ce type de généralisation. Ma position est la suivante: il existe probablement des constantes suisses, mais on n'en connaît que très mal les contours; il est aussi irréaliste de les nier que de prétendre les enfermer dans une formule simple. Pour la Suisse, comme l'avait excellemment exprimé Boltanski (in: *Le bonheur suisse*), s'il existe quelque chose comme un caractère national, il y a aussi un caractère cantonal, et un caractère socio-linguistique, et ces patterns (bien sûr au pluriel) sont en intersection avec un habitus imposé par la société dite capitaliste de consommation.

2. Les effets vraiment pervers

Reprenons l'adage de Vaneigem. Il dit en somme, vous avez votre sécurité, mais vous la payez trop cher. Ce qui revient à dire aussi qu'on subit des dysfonctions qui n'auraient été ni voulues, ni prévues, au départ (*unintended consequences*). Et nous savons tous la vogue qu'a connue, et que connaît encore, l'approche de toutes sortes de phénomènes en termes fonctionnalistes.

En parlant de fonctions et de dysfonctions on donne l'impression d'être dans l'ordre de l'inévitable.

Je crois qu'il est insuffisant d'en rester là. Bien entendu, il y aurait, dès cette formulation, matière à conduire des recherches. Est-ce qu'il est vrai que les gens s'ennuient? Et qui, plus précisément, s'ennuie? Tout cela pourrait être décrit, on n'est pas condamné à en rester aux généralisations non vérifiées. Le plus important serait alors de confronter cette face souvent laissée dans l'ombre,

la dysfonction, avec la fonction, par exemple celle de la sécurisation, pour étudier de quelle façon elle en est solidaire.

Mais allons plus loin. Plutôt que dysfonctions on dit désormais, et de plus en plus souvent peut-être par simple mode, effets pervers. Je pense que la vogue du terme «effets pervers», introduit notamment par R. Boudon, n'est pas entièrement innocente. Le terme, bien qu'on ne le spécifie guère, en dit en tout cas plus long que celui de dysfonction.

Pensons un instant à l'article de foi numéro un des promoteurs de l'économie dite libérale: les entrepreneurs, ce sont des preneurs de risque, ils insufflent de la vie dans l'économie, à travers le jeu de la concurrence, ils créent des richesses pour tous et il n'est que normal, dit-on, qu'ils bénéficient de privilèges. Ces derniers sont considérés comme la condition du bon fonctionnement, à l'avenir, du système économique et en fait du système social, largement solidaire. L'entrepreneur doit pouvoir compter sur un personnel disponible, docile, et efficace. Il a donc le droit, ceci ne se disant guère explicitement, de jouer avec des mesures qui sécurisent, et d'autres qui insécurisent le personnel, afin d'éviter la syndicalisation, ou si celle-ci existe, afin d'en désamorcer le potentiel de résistance et de revendication.

Tendanciellement, dans notre pays, l'entreprise semble jouer la sécurisation collective – on a la fameuse convention sur la paix du travail – même si l'insécurisation individuelle est à la mode depuis quelques années.

On doit donc s'interroger sur le rapport entre liberté et prise de risque. La «libre entreprise», c'est une manière de dire la liberté de l'entrepreneur, donc d'une élite du pouvoir minuscule face à la quasi-totalité des autres citoyens-salariés. Ceux qui ont le plus de responsabilité dans la prise de risque, donc le plus de liberté, et faut-il le préciser de pouvoir, sont non seulement ceux qui s'ennuient le moins (n'oublions pas cette facette du problème), mais finalement aussi ceux qui ont le plus de possibilités pour s'assurer contre les risques qu'ils prennent. La grande majorité de la population n'est pas en position d'être dans les preneurs de risque, elle doit surtout subir des risques. S'il est vrai que ses membres ont diverses possibilités de s'assurer contre les risques, eux devront payer la facture; en période de boom économique ils travaillent trop, en période de récession ils ne travaillent pas assez, ou ils doivent craindre de perdre leur travail; et au surplus dans les deux cas leur vie est tendanciellement morose. Les risques auxquels ceux qui n'ont pas le pouvoir de prendre des risques sont soumis sont certes plus petits, en chiffres absolus, mais confrontés aux moyens dont ils disposent, ces risques sont plus durs à supporter (loyers, chômage).

La prise de risque – la fonction – est le plus souvent exclusivement présentée dans les belles couleurs de la fonction dynamique. Il n'est pas précisé qu'elle suppose le choix d'une orientation fondamentale. Le discours idéologique tronque la problématique au point de s'arrêter à l'affirmation de la liberté. La face sombre du «qui paie la facture et comment» n'est guère évoquée. Or, elle est plus qu'une dysfonction, surtout en temps de récession; employons donc le vocabulaire renouvelé: elle est un effet pervers. En y regardant de plus près, il semble bien que la notion d'effet pervers suggère qu'on est devant un problème grave. N'oublions pas que ce qui est pervers est aussi fascinant, on n'est pas seulement confronté avec des inconvénients, mais avec un jeu pervers, un jeu de pouvoir. La dichotomie entre ceux qui peuvent et ceux qui ne peuvent pas prendre de risques et donc jouer avec la sécurité des autres, conduit en fait à un détournement, à une prise de pouvoir clandestine et anti-démocratique. Il en va de même pour ceux qui peuvent jouer avec l'information, l'éducation, la culture.

Dire que le marché oriente les orientations prises par les preneurs de décision économiques, qu'il y a là une auto-régulation heureuse, revient à tenir le même discours, en pleine perversité, que celui qui prétend que les media sont ce qu'ils sont pour satisfaire à la demande des masses, que l'orientation des horaires et des programmes est simplement inférée par les «goûts du public».

Il est intéressant d'observer le succès récent de l'ouvrage déjà ancien de J. Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, traduit sous le titre à mon avis trop incomplet L'ESPACE PUBLIC. Habermas y développe astucieusement l'idée d'instances démocratiques où les acteurs sociaux aux intérêts divergents discutent, dans l'intérêt général et rationnellement, des solutions optimales d'orientation de la société. Il a précisé dans des interviews données ultérieurement l'incompatibilité fondamentale entre une conception démocratique d'un espace public et d'une opinion publique (*Öffentlichkeit*) et le système de l'économie privée qui domine de plus en plus une soi-disant «opinion publique», notamment à travers la privatisation des media modernes, ou en tout cas l'influence qu'exerce l'économie sur la presse, comme sur les media électroniques, même semi-publics, à travers le pouvoir des annonceurs.

3. Vers une conception paradoxale de la Suisse

Peut-on comprendre la Suisse? C'est une question que nous nous sommes souvent posée, entre sociologues suisses. P. Heintz avait introduit l'image de la *black box*, beaucoup d'entre nous pensent que nous manquons de données; je crois que nous en sommes toujours là, malgré quelques progrès dans ce domaine.

Pour ma part il me semble que nous devrions aborder autrement le rapport entre unité et diversité, en le traitant d'une manière paradoxale. Voici ce que j'entends par là.

Repensons au slogan national UN POUR TOUS, TOUS POUR UN. C'est là, bien sûr, une formule pour les discours patriotiques, une «valeur» de référence. Mais n'est-ce pas également une sorte de lapsus comme cette phrase-titre que l'on retrouve si volontiers dans des publications plus ou moins élégantes ... LA SUISSE UNE ET DIVERSE?

- TOUS POUR UN, c'est une invitation adressée à tout le monde, un rappel d'une solidarité de principe, mais d'où vient-il? N'est-il pas lancé par l'élite économique et donc par le pouvoir vrai: «majorité, venez vous intégrer par l'effort aux projets d'une minorité dominante, dans l'intérêt de cette dernière»?
- LA SUISSE DIVERSE, c'est le rappel des diversités tolérées, locales, cantonales, linguistiques (au niveau manifeste, publicisé, ouvert), mais c'est aussi (au niveau latent, caché, couvert) les divergences d'intérêt, les classes sociales, réalités dont la discussion publique n'est guère tolérée;
- LA SUISSE UNE, on ne le dit guère: c'est le régime économique, autant et plus souvent que la patrie en train de s'unir contre les r i s q u e s d'éclatement. Une part de ces risques sont avouables, leur discussion est tolérée – ce sont les dangers qui nous proviennent de l'étranger et des étrangers; d'autres risques sont normalement inavouables, leur discussion est couverte par des tabous, c'est tout le domaine du dissensus économique, lié aux conflits d'intérêt et qui pourrait conduire à modifier le régime économique et social modal établi, et bien établi.
- reste ce UN POUR TOUS, la carte de visite winkelriedienne; c'est, sur le versant du régime économique, les grands décideurs, entrepreneurs, preneurs de risque – ils s'engagent par sacrifice pour tous, eux qui travaillent tant et meurent par infarctus, «prenez soin de ma femme et de mes enfants»; c'est aussi, et c'est plus difficile à formuler, le UN de la diversité, le UN local, cantonal, linguistique, voire religieux, qui sert si bien, en se concentrant sur son apparente autonomie particulariste, l'intégration stratégique de tous dans un régime économique pourtant conçu pour certains et non pour tous.

La Suisse est une ET diverse, la rigueur logique traditionnelle nous incite à nous contenter de cette proposition. Je disais tout à l'heure qu'on était devant un lapsus; je voulais parler d'un déni en train de se trahir. En effet, ne faut-il pas lire dans cette formule, malgré les réticences des logiciens pour les formulations paradoxales: La Suisse est une PARCE QUE diverse?

4. La position paradoxale des media

J'avais exploré, dans mon rapport pour la Commission fédérale des media dite Commission Kopp, pour quelles raisons le potentiel émancipateur des media – qui pourrait être un facteur important de démocratisation – ne peut se développer, et ce qui est pire, se développe en fait dans la direction opposée: les media contribuent à émanciper un peu plus ceux qui sont déjà les plus favorisés et à aliéner davantage ceux qui sont déjà les plus défavorisés.

Telle était mon hypothèse d'interprétation. Elle émergeait d'une comparaison entre les media d'il y a quelques années et des media actuels. Elle se basait sur beaucoup de données partielles, sur une analyse transversale qui n'est en général pas faite. Elle me paraissait, et me paraît malheureusement encore, plus probable que l'hypothèse inverse.

Si je reprends quelques étapes du raisonnement qui m'avait alors conduit à cette tendance, en le complétant cette fois-ci par une considération du thème risque et sécurité et du thème de l'ennui, je retrouve, à un niveau moins général que tout à l'heure, un type de stratégie comparable: c'est la thèse du *cultural gap*, ou de la polarisation. Elle est sans doute trop grossière et difficile à documenter empiriquement, car les études devraient être incomparablement plus nombreuses qu'elles ne le sont, pour englober l'ensemble de la population et des media et leur évolution. Elle me paraît plus plausible, néanmoins, que l'hypothèse inverse, maintes fois falsifiée par des études partielles.

Son inconvénient majeur, je le vois davantage désormais dans l'absence de traitement du rapport entre des forces dominantes et dominées. De même que l'un et le divers de tout à l'heure ne sont pas des aspects entièrement dissociables du réel, ces milieux favorisés et défavorisés ne le sont pas davantage.

Reprenons les tendances que j'avais distinguées un peu plus en détail:

1. Plus on aurait besoin de ce que les media peuvent apporter d'informatif et d'éducateur, et moins on est en situation de le recevoir.

Les caractéristiques des programmes consommés sont, selon des avis très répandus, le divertissement, donc des programmes anti-ennui, et des programmes policiers, espionnage, violence, guerre, notamment donc des programmes où l'on consomme le risque vécu par procuration, comme c'est également le cas dans la compétition triviale, vécue dans les programmes sportifs lourdement dramatisés – en quelque sorte en transposition des luttes sociales qui n'ont pas lieu.

Les programmes parlant de risques objectifs à affronter, en matière de guerre, d'économie, de santé notamment, ne seraient guère prisés dans les couches basses et moyennes de la population, ni d'ailleurs les critiques portant sur les media eux-mêmes, car ceux-ci jouissent d'emblée d'une grande crédibilité. Telle est du moins l'opinion couramment répandue; thèse plausible dans la mesure où l'éloignement des décisions du citoyen, l'absence de débats contradictoires sur les ondes ou dans la presse, la rareté des votations fondamentales et des changements d'équipes augouvernement ont plongé la majorité, silencieuse ou non, dans l'ennui, et dans le besoin d'un cocktail fait de divertissement sédatif et d'excitation par le risque vécu par procuration.

Deuxième tendance:

2. Moins on a de formation scolaire et sociale pour se défendre contre la propagande explicite, et surtout implicite, diffusée par les media, et plus on est en situation d'être soumis aux messages qui en contiennent.

Et la tendance s'inverse pour les plus favorisés.

Le lien quant à nos thèmes – ennui, risque, sécurité – et par rapport à la propagande est dans le même type de jeu que celui dont j'ai parlé plus haut à propos des stratégies dans les entreprises à l'égard des salariés au travail. La classe dirigeante, à travers quelques relais, joue un jeu complexe qui pourrait être le suivant:

- les gens qui ont une formation scolaire et sociale relativement faible qui ne les prédestine pas à disposer de mécanismes de défense suffisants, face à la propagande, s'ennuient durant la vie courante de travail; ils souffrent de la répétition de la vie quotidienne, en période de difficultés économiques ils sont tracassés par le souci du lendemain.
- les programmes qui leur sont destinés sont du baume sur les risques qu'ils courent; par le divertissement on contrebalance l'ennui, par la répétitivité des grilles de programme on calme les angoisses, par la stéréotypie des émissions d'information et p. ex. des feuilletons ou des émissions sportives, on sécurise encore, même les nouvelles n'ont pas l'air aussi nouvelles et inquiétantes qu'elles le sont en fait. Et les dirigeants – politiques, économiques paraissent volontiers parfaitement assurés d'eux-mêmes, égaux à des experts non-engagés; s'ils se battent, c'est le plus souvent contre des gens de leur rang, comme les feuilletons montrent des intrigues familiales dans des cercles hauts placés ou des individus se battant à l'intérieur des grades élevés des affaires. Tout se passe comme si les choses dangereuses pouvaient être oubliées; elles ne concernent pas le commun des mortels.

Le jeu implique, ici encore, un cocktail de sécurisation et d'insécurisation. Les dangers sont le plus volontiers situés à l'étranger, ou en relation avec des étrangers. Ceci nous sécurise, c'est ailleurs que cela va mal, chez nous TOUT VA BIEN. Tout au plus, parfois, une dose de malheur va-t-elle nous envahir. Ce malheur va alors devoir justifier des mesures de rigueur, p. ex. une augmentation des loyers et des prix.

Enfin, un troisième point:

3. Non seulement les messages les plus pauvres sont reçus par les moins riches en information et en éducation, mais c'est eux qui courent le risque le plus grand de tomber dans un état de dépendance à l'égard des media de masse.

Si l'on conçoit l'existence d'un jeu avec l'opinion, à travers les media, consistant à doser l'anti-ennui, l'anti-irritation et l'anti-angoisse face aux dangers contre lesquels on ne peut rien faire, tout ceci peut aller de pair avec une politique de légitimation des mesures répressives plus ou moins sévère – ce jeu est projeté sur cette part de la population, qui est probablement majoritaire, et qui de toutes manières est généralement en état de dépendance.

Que les produits médiatiques sous leur forme la plus pauvre atteignent ce secteur de la population est déjà anti-démocratique et contredit bien entendu les déclarations de principe (comme p. ex. la clause des media semi-publics suisses insistant sur la tâche éducative des émissions). Mais il y a pire.

A travers le besoin de divertissement induit par la structure de la vie au travail, et plus largement par une vie quotidienne solitaire et répétitive et le besoin de se laisser sécuriser par des habitudes de consommation médiatique régulières, des conduites de fixation, voire d'assuétude (*addiction*), se produisent. Le consommateur d'un niveau d'information et d'éducation médiocre est une sorte de fixer; la camelote médiatique dont il est devenu dépendant l'empêche de porter son intérêt ailleurs, vers des sources en principe accessibles, comme le sont certains livres qui pourraient compléter sa formation.

La position des privilégiés de l'information et de l'éducation n'est pas du tout la même. Et c'est d'elle que l'on parle habituellement pour discuter des media. Les privilégiés de l'information et de l'éducation ont réellement accès à beaucoup de sources d'information et d'éducation. Leur liberté n'est pas entravée par autant de fixation p. ex. à la t. v., ils s'alimentent à des sources diverses, ce qui leur permet aussi de mieux résister à l'anti-aufklärung des media dans les émissions de masse qu'eux-mêmes consomment à leur tour jusqu'à un certain point.

A ce stade du raisonnement on a l'habitude de poser la question: mais alors, si les media rendent dépendants la partie de la population la moins formée, est-ce qu'après tout cela veut dire que celle-ci y trouve son compte? Question sécurisation, je crois qu'on doit répondre par oui, à un premier niveau, car tout ce qui est *habit forming*, comme on le dit pour la drogue, est une sorte de rendez-vous maternant; ce n'est pas pour rien que bien des caricaturistes ont représenté le drogué à la t. v. relié à l'appareil par un cordon, supposé ombilical. Question divertissement, anti-ennui, les techniques les plus diverses sont mises en oeuvre pour rendre les feuilletons, les nouvelles, les pseudo-discussions attractives. Quant à l'insécurité qui peut éventuellement se développer en cours de route, des techniques de diversion – le sport en fin de T. J. ou la météorologie, comme par ailleurs le fait que les émissions mélangent gaiement le réel et la fiction – elle s'évacue en général aisément: Si c'est trop affreux, c'est de la fiction, d'ailleurs des happy ends sont là pour pousser dans ce sens, et si c'est trop évidemment du domaine réel, «cela n'arrive qu'aux autres». Le trouble même qui s'installe de plus en plus dans les esprits, sur le fait de savoir si on est dans la fiction ou si on est dans un reportage, contribue à désamorcer les inquiétudes.

Mais je dois conclure sur les media, tout en regrettant que ces points soient traités ici trop cavalièrement.

Les privilégiés de l'information et de l'éducation sont non seulement ceux qui peuvent tirer profit des media; sachant s'en servir, étant en mesure de compléter les programmes de niveaux divers, de passer d'un medium à un autre, ils ne sont privés ni de livres, ni d'articles de fond de type presse ou magazines spécialisés, ni d'ailleurs de voyages instructifs, ou encore de discussions professionnelles instructives – ce sont aussi ceux qui ont des responsabilités, une part plus grande de liberté, parfois une capacité de prise de décision, ou de simple participation à la décision. S'ils ne s'ennuient pas, s'ils connaissent mieux les vrais dangers, s'ils savent se protéger par des moyens divers de sécurisation, c'est aussi qu'ils oeuvrent à développer ces privilèges et à empêcher que tous les autres y accèdent. Ils contribuent à leur manière – plus ou moins limitée selon les cas – à entraver ou ralentir la démocratisation vraie. On retrouve ainsi les effets pervers au sens le plus fort du terme.

5. En guise de conclusion

Je me limiterai à dire le fil rouge (forcément ...) qui sous-tend cette réflexion, comme d'ailleurs toute réflexion sociologique me semble-t-il: il s'agirait de

retracer ce qui lie l'existence de risques et les moyens mis en oeuvre pour les pallier et les tolérer, compte tenu de l'intérêt relatif que trouvent différents acteurs sociaux à la situation actuelle et même en vue de la réalisation de projets futurs. C'est plaider pour une vision globale et différentielle à la fois de l'évolution des sociétés, lorsqu'on parle de risques et de sécurité. Les risques n'ont pas que des inconvénients, la sécurité n'a pas que des avantages, tout dépend du point de vue de quels acteurs on envisage les uns et les autres.